

L'Industrielle Alliance annonce un bénéfice net de 45,7 millions de dollars pour le troisième trimestre

La croissance se poursuit pour un huitième trimestre consécutif

Québec, le 2 novembre 2011 – L'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (TSX : IAG) annonce ses résultats financiers pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011. Tous les résultats du troisième trimestre sont expliqués en détail à l'adresse www.inalco.com, sous *Relations avec les investisseurs/Rapports financiers*.

Aperçu du trimestre

- Le bénéfice net aux actionnaires ordinaires atteint 45,7 millions de dollars (63,5 millions de dollars au troisième trimestre de 2010)
- Le BPA dilué et ajusté est de 0,53 \$ (0,75 \$ au troisième trimestre de 2010)
- Le ROE annualisé se chiffre à 8,0 %, comparativement à 12,7 % il y a un an
- Les primes et dépôts atteignent 1,6 milliard de dollars, en hausse de 7 % par rapport à l'année dernière
- Le ratio de solvabilité s'élève à 197 %, tenant compte de l'émission de capital de 200 millions de dollars
- La valeur comptable par action s'établit à 26,74 \$, en hausse par rapport à 25,84 \$ au deuxième trimestre de 2011
- Les prêts douteux sont à leur plus bas niveau historique et ne représentent que 0,06 % du total des placements

Faits saillants

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Troisième trimestre				Cumulatif au 30 septembre			
	2011 IFRS	2010 IFRS	Var.	2010 PCGR	2011 IFRS	2010 IFRS	Var.	2010 PCGR
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires	45,7	63,5	(28 %)	65,4	184,5	179,3	3 %	183,4
Bénéfice par action ordinaire (dilué et ajusté ¹)	0,53 \$	0,75 \$	(0,22 \$)	--	2,16 \$	2,14 \$	0,02 \$	--
Bénéfice par action ordinaire (dilué)	0,52 \$	0,73 \$	(0,21 \$)	0,78 \$	2,10 \$	2,07 \$	0,03 \$	2,19 \$
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (annualisé)	8,0 %	12,7 %	--	12,7 %	11,3 % ²	--	--	12,9 % ²
Primes et dépôts	1 579,9	1 475,7	7 %	1 477,7	5 260,8	4 930,6	7 %	4 942,9
Taux d'impôt effectif (%)	22,7 %	26,8 %	--	26,0 %	22,9 %	26,6 %	--	25,9 %
	30 sept. 2011	30 juin 2011			31 décembre 2010			30 sept. 2010
	IFRS	IFRS			IFRS	PCGR		PCGR
Ratio de solvabilité	197 %	194 %			202 %	205 %		211 %
Valeur comptable par action	26,74 \$	25,84 \$			24,77 \$	25,49 \$		25,02 \$
Actif sous gestion et sous administration	70 393,4	71 537,1			68 833,0	68 474,0		65 580,5
Placements douteux nets	13,2	15,0			21,5	22,8		16,0
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,06 %	0,08 %			0,12 %	0,12 %		0,09 %

¹ Ajusté pour tenir compte des titres de créance novateurs de catégorie 1 (IATS) en 2011.

² Douze derniers mois.

« La conjoncture macroéconomique du troisième trimestre de 2011 a été certes l'une des plus difficiles depuis la crise financière de 2008, a affirmé M. Yvon Charest, président et chef de la direction. Outre les taux d'intérêt long terme qui ont oscillé près de leur plus bas niveau de tous les temps, les marchés boursiers se sont repliés au cours du trimestre, ce qui a entraîné une perte de 19 cents par action dans les secteurs de l'Assurance individuelle et de la Gestion de patrimoine individuel. Environ le tiers de ce recul est attribuable au programme de gestion dynamique mis de l'avant vers la fin de 2010 pour couvrir notre produit de retrait minimum garanti. La rentabilité au troisième trimestre a également été touchée par des demandes de règlement défavorables dans les secteurs de l'Assurance individuelle et de l'Assurance collective. »

« En ce qui regarde le rendement par secteurs d'activité, j'aimerais souligner les excellents résultats de ventes dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel ainsi que la croissance soutenue des affaires d'assurance collective des débiteurs et d'assurance de dommages, a ajouté M. Charest. À l'Assurance individuelle, l'augmentation des tarifs instaurée en janvier se reflète à présent entièrement dans la composition des ventes et le *drain* est revenu dans les environs de 50 %. Au cours du trimestre, nous avons renforcé notre capital au moyen d'une émission d'actions ordinaires et avons terminé le trimestre avec un ratio de solvabilité dans le haut de notre fourchette cible de 175 % à 200 %. La qualité de notre portefeuille de placements demeure très élevée et continue de s'améliorer à plusieurs égards. »

« Compte tenu des faibles taux d'intérêt qui ont cours depuis le début de 2011, nous avons passé en revue la suffisance des provisions actuarielles et, au 30 septembre 2011, nous avons pu constater que nous étions en mesure d'absorber la baisse à ce jour de 58 points centésimaux des taux d'intérêt à long terme et d'abaisser notre taux de réinvestissement ultime (URR) de 10 points centésimaux, a conclu M. Charest. J'aimerais toutefois faire une mise en garde : si les taux d'intérêt baissent davantage au quatrième trimestre, nous devons renforcer nos provisions actuarielles et fort probablement diminuer notre URR d'un autre 10 points centésimaux. Par ailleurs, nous sommes confiants de pouvoir effectuer notre revue d'hypothèses de fin d'année sans qu'il n'y ait d'incidence majeure sur nos provisions si les taux d'intérêt à long terme évoluent favorablement et demeurent au-dessus des seuils atteints à la fin du troisième trimestre. »

Faits saillants du troisième trimestre

Rentabilité – Le bénéfice net aux actionnaires ordinaires s'élève à 45,7 millions de dollars (63,5 millions de dollars en 2010), avec un bénéfice par action dilué de 0,53 \$ (0,75 \$ en 2010), ajusté pour tenir compte d'une éventuelle conversion des titres de créance novateurs de catégorie 1 (IATS) de la société en actions ordinaires, conformément aux exigences des Normes internationales d'information financière (IFRS). Le bénéfice par action dilué non ajusté atteint 0,52 \$ (0,73 \$ en 2010). Le bénéfice par action reflète l'émission de 6 000 000 d'actions le 15 septembre 2011.

Le rendement ajusté des capitaux propres aux actionnaires ordinaires s'établit à 8,0 % sur base annualisée, comparativement à 12,7 % pour le même trimestre l'an passé.

La rentabilité de la société au troisième trimestre témoigne de l'incidence négative qu'ont eue les marchés boursiers sur les secteurs de l'Assurance individuelle et de la Gestion de patrimoine individuel ainsi que des demandes de règlement défavorables dans les secteurs de l'Assurance individuelle et de l'Assurance collective.

Incidence des marchés boursiers – L'indice S&P/TSX a clôturé à 11 624 points le 30 septembre 2011, en baisse de 12,6 % par rapport à la fin du trimestre précédent. La baisse des marchés boursiers a entraîné une perte de 0,08 \$ par action dans le secteur de l'Assurance individuelle, baisse liée à la diminution des profits escomptés provenant des polices universelles. Le secteur de la Gestion de patrimoine individuel a essuyé une perte de 0,11 \$ par action, soit 0,05 \$ provenant de la diminution des honoraires de gestion des actifs et 0,06 \$ provenant du programme de couverture dynamique mis de l'avant en octobre 2010 pour couvrir le produit de retrait minimum garanti.

La perte engendrée par le programme de couverture dynamique – la plus importante depuis la création du programme – témoigne de la forte volatilité des marchés au troisième trimestre. Représentant 5,0 millions de dollars après impôts, ou 0,06 \$ par action, la perte découle principalement de l'écart entre l'augmentation de la valeur économique du passif des rentes garanties (117,0 millions de dollars) et l'augmentation de la valeur des actifs (111,6 millions de dollars) utilisés pour couvrir l'exposition au marché. Le programme de couverture a atteint un taux d'efficacité de 95 %, c'est-à-dire qu'il a permis de couvrir 95 % de l'augmentation du passif des rentes garanties. C'est un taux d'efficacité extrêmement satisfaisant considérant que le marché a été très volatil au troisième trimestre.

Demandes de règlement défavorables – Le secteur de l'Assurance individuelle a généré une perte additionnelle de 0,09 \$ par action, les résultats de mortalité au troisième trimestre ayant été moins favorables que prévu.

L'Assurance collective pour les régimes d'employés a enregistré une perte de 0,07 \$ par action, un résultat découlant principalement d'un nombre plus élevé de demandes de règlement pour invalidité de longue durée pendant le trimestre. Les demandes de règlement liées aux autres protections (assurance maladie, soins dentaires et assurance invalidité de courte durée) ont par contre été conformes aux attentes.

Drain à l'Assurance individuelle – Le *drain* sur les nouvelles affaires s'établit à 50 % pour le troisième trimestre, comparativement à 51 % pour le deuxième trimestre de 2011. Au 30 septembre 2011, toutes les ventes à l'Assurance individuelle reflétaient les nouveaux tarifs instaurés en janvier 2011.

Autres éléments – Le revenu sur le capital s'établit à 25,8 millions de dollars avant impôts pour le troisième trimestre, comparativement à 31,9 millions de dollars au deuxième trimestre. Le revenu de placement témoigne d'une contribution moins élevée (principalement en raison des conditions météorologiques) de la part de l'Industrielle Alliance Auto et habitation, qui a essuyé une perte de 0,5 million de dollars au troisième trimestre de 2011, comparativement à un gain après impôts de 2,6 millions de dollars au troisième trimestre de 2010. Le gain réalisé sur les titres disponibles à la vente (titres « AFS ») au cours du trimestre a atteint 9,7 millions de dollars.

Le taux d'imposition effectif s'établit à 22,7 % pour le troisième trimestre, comparativement à 26,8 % pour le même trimestre de 2010. Cet écart découle principalement du fait que le portefeuille de placements de la société renferme une plus grande proportion d'actions productives de dividendes, conformément à des initiatives mises en place par la direction au dernier trimestre de 2010. Ces dividendes ne sont pas imposables.

Incidence du contexte économique et aperçu des changements dans les hypothèses d'évaluation des provisions mathématiques de fin d'année

Entre le 31 décembre 2010 et la fin du troisième trimestre de 2011, le taux d'intérêt des obligations à long terme du gouvernement du Québec (utilisé comme indicateur pour le taux de réinvestissement initial (IRR) de la société) avait chuté de 58 points centésimaux. Comme chaque trimestre, la société a examiné la suffisance de ses provisions mathématiques et, au 30 septembre 2011, a pu constater qu'elle était en mesure d'absorber la baisse à ce jour du IRR et d'abaisser le taux de réinvestissement ultime (URR) de 10 points centésimaux, pour le ramener à 3,6 %. Cela est possible grâce à la mise à jour de l'hypothèse de mortalité et aux initiatives de la direction mises de l'avant depuis le début de 2011 pour accroître le rendement anticipé de l'actif appariant les engagements à long terme, diminuer le risque de réinvestissement de certains placements et améliorer l'appariement de l'actif et du passif de certains blocs d'affaires.

En ce qui a trait aux changements dans les hypothèses d'évaluation de fin d'année, la direction a déterminé que si les taux d'intérêt baissent davantage et tombent en deçà du seuil de la fin du troisième trimestre, soit 4,15 % pour les obligations à long terme du gouvernement du Québec et 2,8 % pour les obligations à long terme du gouvernement du Canada, l'hypothèse à l'égard du IRR devra être renforcée et l'URR devra fort probablement être abaissé d'un autre 10 points centésimaux, pour s'établir à 3,5 %. Les analyses de sensibilité aux taux d'intérêt publiées par la société indiquent qu'un changement de 10 points centésimaux du IRR aurait une incidence de 28 millions de dollars sur le bénéfice net et qu'un changement de 10 points centésimaux de l'URR aurait une incidence de 49 millions de dollars.

Croissance des affaires – La croissance des affaires au troisième trimestre de 2011 a continué sur sa lancée positive pour un huitième trimestre consécutif. Les primes et dépôts ont augmenté de 7 %, pour totaliser tout près de 1,6 milliard de dollars, ce qui reflète l'augmentation des résultats enregistrée dans plusieurs secteurs d'activité, notamment à l'Assurance collective (+19 %), à l'Assurance individuelle (+10 %), à la Gestion de patrimoine individuel (+3 %) et à l'Industrielle Alliance Auto et habitation (+41 %).

Dans le secteur de l'Assurance individuelle, les ventes totales ont augmenté de 21 %, pour atteindre 55,5 millions de dollars, grâce notamment à la croissance des primes minimales (couverture d'assurance de base).

Dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel, les ventes nettes de fonds distincts et de fonds communs de placement se sont élevées à 229,1 millions de dollars, comparativement à 243,3 millions de dollars au troisième trimestre de 2010, qui avait été une année exceptionnelle au chapitre des ventes nettes. Au 30 septembre 2011, l'Industrielle Alliance se classait toujours au premier rang au chapitre des ventes de fonds distincts au Canada et au onzième rang en ce qui a trait aux ventes de fonds communs de placement.

Du côté de l'Assurance collective, les ventes dans le secteur de l'Assurance des débiteurs ont augmenté de 66 %, pour totaliser 95,4 millions de dollars, ce qui reflète l'apport accru de Protection V.A.G. Inc. acquise en février 2011 et la croissance exceptionnelle des ventes dans les provinces atlantiques et dans l'Ouest canadien. Les ventes dans le secteur de l'Assurance collective pour les régimes d'employés ont atteint 4,8 millions de dollars au troisième trimestre, comparativement à 23,5 millions de dollars l'année dernière. Les ventes à ce jour sont en hausse de 88 % en raison de

deux groupes de grande taille qui se sont ajoutés au deuxième trimestre. Les ventes à l'Assurance collective pour les marchés spéciaux (31,1 millions de dollars) sont pour leur part demeurées comparables à celles du même trimestre l'an dernier (33,1 millions de dollars).

Dans le secteur de l'Épargne et retraite collectives, les ventes ont totalisé 154,8 millions de dollars, comparativement à 224,1 millions de dollars l'année dernière.

Au 30 septembre 2011, l'actif sous gestion et sous administration totalisait 70,4 milliards de dollars, en baisse de 2 % par rapport au trimestre précédent, par suite du repli des marchés boursiers.

La valeur ajoutée des ventes s'élevait à 38,6 millions de dollars (0,43 \$ par action sur base diluée et 0,45 \$ par action sur base diluée et ajustée), comparativement à 41,4 millions de dollars il y a un an. L'écart découle principalement du coût du programme de couverture dynamique qui est venu réduire les marges bénéficiaires, réduction qui a été atténuée par les ventes additionnelles du secteur de l'Assurance individuelle au cours du trimestre.

Solvabilité – Au 30 septembre 2011, le ratio de solvabilité s'établissait à 197 %, comparativement à 194 % au 30 juin 2011. Cette variation s'explique par l'émission de 6 000 000 d'actions ordinaires le 15 septembre 2011, qui est venue ajouter 14 points au ratio de solvabilité, hausse qui a été amoindrie par une augmentation des exigences de capital pour les fonds distincts (4 points); une augmentation des exigences de capital liées à l'augmentation de la valeur marchande du portefeuille obligataire supportant les passifs relatifs aux polices (4 points); la diminution de la contribution du bénéfice net au cours du trimestre (2 points); et la transition aux Normes internationales d'information financière (IFRS), qui devrait être terminée d'ici au 31 décembre 2012 (1 point). Le ratio de solvabilité demeure dans le haut de la fourchette cible de 175 % à 200 %.

Qualité des placements – Au 30 septembre 2011, la qualité générale de notre portefeuille de placements demeure très élevée et continue de s'améliorer à plusieurs égards :

- les prêts douteux ont diminué à 0,06 % du total des placements, par rapport à 0,08 % au 30 juin 2011, par suite du règlement de cinq prêts hypothécaires douteux;
- le taux de délinquance du portefeuille de prêts hypothécaires a diminué à 0,27 %, comparativement à 0,32 % au 30 juin 2011, par suite du règlement des cinq prêts hypothécaires susmentionnés;
- le taux d'occupation du portefeuille immobilier a augmenté à 93,2 %, en comparaison de 92,7 % au 30 juin 2011;
- la proportion des obligations cotées BB et moins du portefeuille obligataire a augmenté légèrement à 0,14 %, par rapport à 0,09 % au 30 juin 2011, par suite de la décote d'une obligation de société.

Dividende – Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,2450 \$ par action ordinaire, ce qui correspond à un ratio de distribution de 45 % du bénéfice net.

Analyse de sensibilité – Au 30 septembre 2011, la société était en mesure d'absorber une baisse d'environ 10 % de l'indice S&P/TSX avant d'avoir à renforcer ses provisions mathématiques pour les actions appariant les engagements à long terme. Cela signifie que l'indice devrait descendre à 10 500 points (10 600 au deuxième trimestre de 2011), par rapport aux 11 624 points à la fin du troisième trimestre.

Émission d'actions

Le 15 septembre 2011, la société a annoncé la fermeture d'un placement privé avec la Caisse de dépôt et placement du Québec pour l'achat de 6 000 000 d'actions ordinaires de l'Industrielle Alliance à un prix de 33,31 \$ par action ordinaire, ce qui équivaut à un produit brut de 199,9 millions de dollars. Après déduction des frais d'émission de 3,75 %, le produit net s'établit à 192,4 millions de dollars. Le produit net a été ajouté au capital de la société et sera utilisé pour ses besoins généraux.

Cote de crédit

Le 1^{er} novembre 2011, Standard & Poor's (S&P) a réaffirmé la cote de crédit A+ (Strong) qu'elle attribue à l'Industrielle Alliance, avec une perspective stable. De même, le 18 juillet 2011, DBRS a réaffirmé la cote de crédit IC-2 (Satisfactory) de la société, avec une perspective stable. Par ailleurs, A.M. Best a maintenu sa cote de crédit A (Excellent) au troisième trimestre.

Passage aux IFRS

La société a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) à compter du premier trimestre de 2011. Les retombées du passage aux IFRS sont expliquées en détail à la *Note 4 Passage aux Normes internationales d'information financière (IFRS)* afférente aux états financiers condensés non audités pour la période terminée le 30 septembre 2011.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant la période intermédiaire terminée le 30 septembre 2011, la société n'a apporté aucun changement à son contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur ses activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Renseignements financiers non conformes aux IFRS

La société publie son information financière conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toutefois, la société publie aussi certaines mesures qui sont non conformes aux IFRS et qui n'ont soit aucun équivalent IFRS, notamment les ventes, la valeur ajoutée des ventes, la valeur intrinsèque et le ratio de solvabilité, ou qui ont un équivalent IFRS, telles des données touchant le bénéfice d'exploitation et les impôts sur le bénéfice présentés dans le tableau présentant la provenance du bénéfice. De plus, la société utilise des données ajustées non conformes aux IFRS touchant le bénéfice net, le bénéfice par action et le rendement des capitaux propres. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont toujours accompagnées des mesures financières conformes aux IFRS et comparées avec ces dernières afin d'en établir la concordance. La société est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements additionnels aux investisseurs et aux analystes financiers afin qu'ils puissent mieux comprendre les résultats financiers et effectuer une meilleure analyse de son potentiel de croissance et de bénéfice. Comme les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée, il est possible qu'elles diffèrent des mesures financières non conformes aux IFRS utilisées par d'autres sociétés. La société incite fortement les investisseurs à consulter l'intégralité de ses états financiers et de ses autres rapports déposés auprès d'organismes publics, et à ne pas se fier à une mesure financière unique, quelle qu'elle soit.

Conférence téléphonique

La direction tiendra une conférence téléphonique pour présenter les résultats de la société le mercredi 2 novembre 2011, à 14 h (HAE). Pour écouter la conférence téléphonique, il suffira de composer le 1 888 754-4437 (sans frais). La conférence téléphonique sera également disponible en différé, pendant une semaine, à compter de 16 h 30 le mercredi 2 novembre 2011. Pour écouter la conférence téléphonique en différé, il suffira de composer le 1 800 558-5253 (sans frais) et d'entrer le code d'accès 21535957. Une webdiffusion de la conférence téléphonique (en mode audio seulement) sera également disponible à partir du site de l'Industrielle Alliance, à l'adresse www.inalco.com.

Documents relatifs aux résultats financiers

Pour un rapport détaillé sur les résultats du trimestre de la société, les investisseurs sont invités à consulter le rapport de gestion, les états financiers et les notes afférentes ainsi que notre trousse d'information supplémentaire, qui sont tous disponibles sur le site de l'Industrielle Alliance, à l'adresse www.inalco.com, sous *Relations avec les investisseurs / Rapports financiers*, et sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Énoncés prospectifs

Ce communiqué peut contenir des énoncés qui font référence aux stratégies de l'Industrielle Alliance ou des énoncés de nature prévisionnelle, qui dépendent d'événements ou de conditions futurs ou y font référence, ou qui comprennent des mots tels que « pourrait » et « devrait », ou des verbes comme « supposer », « s'attendre à », « prévoir », « entendre », « planifier », « croire », « estimer » et « continuer » ou leur forme future (ou leur forme négative), ou encore des mots tels que « objectif » et « but » ou des termes ou des expressions semblables. De tels énoncés constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs comprennent, notamment, les renseignements concernant les résultats d'exploitation futurs possibles ou présumés de la société. Ils

ne constituent pas des faits historiques, mais représentent uniquement les attentes, les estimations et les projections de la société à l'égard d'événements futurs.

Bien que l'Industrielle Alliance estime que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs soient raisonnables, ces énoncés comportent des risques et des incertitudes et les lecteurs ne devraient pas s'y fier indûment. Les énoncés prospectifs étant fondés sur des hypothèses ou des facteurs importants, les résultats réels peuvent différer sensiblement des résultats qui y sont exprimés explicitement ou implicitement. Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats prévus sont notamment la conjoncture commerciale et économique; la concurrence et le regroupement des sociétés; les changements apportés aux lois et aux règlements, y compris aux lois fiscales; les liquidités de l'Industrielle Alliance, notamment la disponibilité de financement pour respecter les engagements financiers en place aux dates d'échéance prévues lorsqu'il le faut; les risques d'assurance, soit le taux de mortalité, le taux de morbidité, la longévité et le comportement des titulaires de contrats, notamment l'occurrence de catastrophes naturelles ou imputables à l'homme, de pandémies et d'actes terroristes. Des renseignements supplémentaires sur les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions et sur les hypothèses ou les facteurs importants sur lesquels sont fondés les énoncés prospectifs sont présentés dans le plus récent rapport annuel de l'Industrielle Alliance, notamment à la section « Gestion des risques » du rapport de gestion et à la note « Gestion des risques associés aux instruments financiers » afférente aux états financiers consolidés de l'Industrielle Alliance, qui peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com.

L'Industrielle Alliance ne s'engage aucunement à mettre à jour ces énoncés prospectifs ou à publier une révision de ceux-ci afin de tenir compte d'événements ou de circonstances postérieurs à la date du présent communiqué ou afin de tenir compte de la survenance d'événements imprévus, sauf lorsque la loi l'exige.

À propos de l'Industrielle Alliance

Fondée en 1892, l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. est une société d'assurance de personnes présente dans toutes les régions du pays, de même qu'aux États-Unis. La société offre une gamme variée de produits d'assurance vie et maladie, d'épargne et de retraite, de REER, de fonds communs de placement et de fonds distincts, de valeurs mobilières, d'assurance auto et habitation, de prêts hypothécaires ainsi que d'autres produits et services financiers individuels et collectifs. Quatrième société d'assurance de personnes en importance au Canada, l'Industrielle Alliance contribue au mieux-être financier de plus de 3 millions de Canadiens et de Canadiennes, emploie plus de 4 000 personnes et administre et gère un actif de plus de 70 milliards de dollars. Le titre de l'Industrielle Alliance est inscrit à la Bourse de Toronto, sous le symbole IAG.

- 30 -

Information : **Relations avec les investisseurs**
Grace Pollock
Tél. bureau : 418 780-5945
Courriel : grace.pollock@inalco.com
Site Internet : www.inalco.com